

## Des femmes de la Commune

Michèle Audin

Quel que soit le sens que l'on donne au mot « Commune », l'événement est fabriqué par des hommes et des femmes très divers. L'actualité a tendu à omettre les femmes, ainsi l'histoire les a souvent oubliées. Pourtant, un historien « versaillais » proposait, dès 1879, d'écrire un *Du rôle des femmes pendant la Commune*. Et pourquoi pas ?

Il faut, pour présenter leur diversité, remonter au moins aux dernières années de l'empire (1868-69). La parole des femmes, née longtemps auparavant, trouve là à s'exprimer dans des réunions, bien encadrées, mais publiques. Parmi les oratrices, les futures communardes Paule Minck et André Léo (pseudonyme d'écrivaine de Léodile Béra), parlent du mariage et du divorce, des droits juridiques et, beaucoup, de l'éducation.

On les retrouve, plus actives et plus nombreuses, pendant le siège de Paris, de septembre 1870 à janvier 1871 : des femmes manifestent, réclament des armes, participent à des « comités de vigilance » républicains, travaillent dans les ambulances, s'engagent, comme leurs maris, fils, frères, pères, comme leurs voisins, dans « leurs » bataillons de la garde nationale, souvent des bataillons de quartier. Elles y sont cantinières ou ambulancières. De façon presque anonyme, comme la « citoyenne Yorinsky, cantinière » -- dont nous n'avons même pas le prénom -- du 63<sup>e</sup> bataillon, à Belleville. Davantage qu'aux réunions publiques de l'empire, des femmes des quartiers populaires participent à des réunions de clubs « rouges », ce dont témoignent les comptes rendus des journaux -- de façon souvent plus méprisante pour les citoyennes que pour les citoyens. Ce sont elles aussi qui font la queue, de longues heures durant, dans le froid, pour quelques grammes de nourriture de mauvaise qualité.

Comme la plupart des Parisiens, les femmes vivent ensuite l'après-siège dans l'amertume de la capitulation, avec un peu plus de pain de meilleure qualité et la persistance du chômage.

Et voici le 18 mars. Ce qui ressemble le plus à une insurrection, ce jour-là, ce sont des femmes de Montmartre qui le déclenchent : parce qu'elles se sont levées tôt, elles voient les soldats monter sur la butte, elles lancent l'alerte, apportent à manger et à boire, les soldats mettent crosse en l'air... elles font ainsi échouer la tentative de Thiers de récupérer les canons de la garde nationale.

C'est ensuite l'élection de la Commune le 26 mars, à laquelle aucune femme ne participe : elles ne sont pas électrices -- et elles ne le réclament pas, même si André Léo, dans *La Femme et les mœurs*, il y a déjà deux ans (1869), s'est approchée de cette revendication : « Dans tous les rangs, parmi toutes les classes, l'idée du droit politique reconnu à la femme choque presque unanimement tous les esprits. Pourquoi ? ». Le vote -- et l'activité de l'assemblée communale -- ne sont d'ailleurs qu'une partie de la vie politique à Paris en ce printemps, et pas la plus originale.

Mais elles sont nombreuses le 28 mars place de l'Hôtel-de-Ville, même si les dessinateurs qui envoient leurs images aux journaux omettent de les représenter, dans la joie de la proclamation de la Commune, et dans la fête qui suit, les retraites aux flambeaux, les bals de quartiers... Car elles sont dans le mouvement politique.

Ainsi, elles réagissent immédiatement à la guerre que Versailles déclare à Paris dès le 2 avril. Un groupe de femmes, la presse s'en fait l'écho, envisage de se rendre à Versailles -- en référence à leurs grands-mères du 5 octobre 1789 ? pour arrêter le combat ? ou alors pour se battre ? Toujours est-il que ces femmes manifestent leur soutien à la Commune dans les rues de Paris au moment où commence la guerre.

D'autres, cantinières et ambulancières, participent, le 3 avril, à la catastrophique « sortie torrentielle » de la garde nationale contre Versailles. Beaucoup sont tuées ou emmenées comme prisonnières à Versailles. Comme les hommes... ou pire : Élisée Reclus, prisonnier lui aussi, s'est souvenu d'une cantinière, prolétaire, seule femme parmi beaucoup d'hommes, dont un officier disait

à ses soldats « Nous allons l'enc... avec un fer rouge »...

Certaines s'organisent dans l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés, qui se forme le 11 avril, et dont la proclamation est un des beaux textes socialistes publiés pendant la Commune :

[...] la Commune représente le grand principe proclamant l'anéantissement de tout privilège, de toute inégalité, -- par là même est engagée à tenir compte des justes réclamations de la population entière, sans distinction de sexe, -- distinction créée et maintenue par le besoin de l'antagonisme sur lequel reposent les privilèges des classes gouvernantes;

[...] le triomphe de la lutte actuelle, -- ayant pour but la suppression des abus, et dans un avenir prochain, la rénovation sociale tout entière, assurant le règne du travail et de la justice, -- a, par conséquent, le même intérêt pour les citoyennes que pour les citoyens [...]

Sept ouvrières signent, Adélaïde Valentin, Noémie Colleville, Marcand (dont nous ne savons pas le prénom), Sophie Graix, Joséphine Pratt, Céline Delvainquier et Aimée Delvainquier, ainsi qu'Elisabeth Dmitrieff, militante russe de 20 ans, envoyée à Paris par le conseil général de l'Association internationale des travailleurs. Une autre des initiatrices est Nathalie Le Mel, relieuse de 45 ans, elle aussi membre de l'Internationale. Il s'agit bien de défendre Paris. L'Union se préoccupe de procurer des armes à ses membres, conformément à ses statuts. Elle collabore avec la délégation au travail, un des fiefs d'internationaux de la Commune, et se voit confier l'organisation, dans les mairies, du travail des femmes. Le délégué au travail Leo Frankel veut procurer du travail aux femmes, mais préfère les voir travailler... à la maison. Le 6 mai, il déclare à la Commune vouloir

organiser des ateliers [...] où les femmes recevraient du travail à faire dans leur ménage, car, tout en procurant du travail, nous tenons en même temps à faire des réformes dans le travail des femmes.

Je pense qu'il vaut encore mieux procurer du travail aux femmes pour qu'elles restent dans leur ménage au moyen des ateliers que je propose.

La collaboration avec les généraux de la Commune est plus difficile, comme le montrent les mésaventures de neuf ambulancières, fort mal accueillies par les officiers auxquels elles proposent leur aide. André Léo le raconte dans le journal *La Sociale* -- où, deux jours plus tard, le 8 mai, elle adresse directement au général Dombrowski un cinglant « La révolution sans la femme », dans lequel on lit :

Qui n'a rien à gagner, immédiatement du moins, au succès de la Révolution ? la femme encore. C'est de l'affranchissement de l'homme qu'il est question, non du sien.

Et quand, poussée par l'instinct sublime, qui entraîne heureusement en ce siècle tous les cœurs vers la liberté, elle offre malgré tout son dévouement à cette Révolution qui l'oublie, on la rejette avec insulte et mépris !...

Refusées par certains chefs, elles sont mieux accueillies par les « hommes ». Ce que confirment, par exemple, le récit de la cantinière Victorine Brocher et le rare témoignage de la guerre contre Paris que constituent les lettres de l'ambulancière Alix Payen, qui rejoint le 16 avril le bataillon de son quartier et de son mari. Des cantinières ou ambulancières sont félicitées, dans les journaux, par les gardes de leurs bataillons, Marguerite Lachaise et la citoyenne « Charles Rouchy » (c'est Victorine Brocher), dans le *Journal officiel*, bien d'autres dans *Le Cri du peuple*.

Quelques cantinières et ambulancières par bataillon, cela fait tout au plus un millier de femmes. Bien d'autres participent à la vie politique de ce printemps. Elles fréquentent massivement les clubs, féminins ou pas, qui réunissent tous les soirs des milliers de personnes, souvent dans des églises. C'est la partie la plus originale de cette révolution foisonnante. Ici, la parole est libre. On

voudrait les écouter ! Elles sont si passionnées, si « turbulentes », qu'il est à peine croyable qu'on en ait gardé si peu de traces. Des bribes... Des prêtres, outrés de l'usage qu'elles ont fait de « leurs » églises, transmettent des informations vagues, comme « on y exposait les doctrines impies de la libération de la femme ». C'est, dit un historien, la « révolte des pauvres, des exploités, des opprimés, contre les exploiters et les tyrans ». La citoyenne Rondier argumente en faveur du divorce, à Saint-Germain-l'Auxerrois, et convainc le journaliste du *Cri du peuple*. Mais on entend aussi : « Mon cœur de citoyenne craint que la faiblesse des membres de la Commune ne fasse avorter nos projets d'avenir ». On aimerait davantage de détails. Sur la citoyenne Valentin, sur tant d'autres. Sur « la flamme et le courage », la solidarisation, que favorisent ces réunions.

On en sait un peu plus des réunions sur l'éducation. La société des Amis de l'enseignement, à laquelle appartient Maria Verdure, réfléchit à la question des crèches et considère, bien sûr, préférable que les femmes ne travaillent pas pendant qu'elles allaitent, mais aussi que, puisqu'elles y sont obligées, il faut construire des crèches dans les quartiers populaires, ce qui fait deux articles du *Journal officiel* les 15 et 17 mai. « L'Éducation nouvelle » s'est adressée à l'assemblée communale à peine élue pour réclamer une éducation laïque, gratuite, obligatoire pour les enfants des deux sexes. L'adresse, signée de trois femmes, dont Maria Verdure, et de trois hommes, est publiée dans le *Journal officiel* le 2 avril. La délégation à l'enseignement collabore avec des groupes de femmes, ouvre une « école professionnelle d'art industriel pour jeunes filles » rue Dupuytren le 12 mai, met en place une commission (André Léo, Anna Jaclard, Isaure Périer, Noémi Reclus, Anna Sapia) <sup>qui</sup> organisera l'enseignement dans les écoles de filles -- mais c'est déjà le 21 mai... On lit cette information dans le *Journal officiel* le 22 mai.

La commission de l'enseignement décide aussi que, puisque les institutrices font le même travail que les instituteurs, elles toucheront la même paie, cela paraît discrètement dans *Le Cri du peuple* le 21 mai. L'égalité salariale est une question -- même pour les enseignantes --, qui n'est mentionnée dans aucun procès verbal de l'assemblée communale.

Mais alors, qu'a fait la Commune « pour » les femmes ? Eh bien, elle (ce féminin est un masculin) a voté une indemnité pour les femmes et les enfants des gardes nationaux tués au combat. Ce qui est révolutionnaire, c'est que « femme » ne signifie pas « épouse » légitime. De même pour les enfants. Ce n'est pas qu'une mesure symbolique : le chômage est massif et la plupart des familles ouvrières ne vivent que de la solde d'un homme garde national.

Il est vrai qu' « ils n'ont pas eu le temps »...

Car déjà, ce 21 mai, l'armée versaillaise entre dans Paris. La semaine sanglante commence. Un journaliste communard rapporte l'existence d'une barricade de femmes à la défense de Montmartre. Ce n'est pas la seule. Les témoins, policiers notamment, font état de nombreuses femmes défendant des barricades, partout dans la ville. Voici, entre des milliers, Élodie Duvert, restauratrice rue Bonaparte, qui construit joyeusement la sienne :

Courage mes enfants, courage, dépêchez-vous, nous viendrons à bout de ces cochons de versaillais.

Elle réquisitionne dans la boutique de bondieuseries voisine des statues de saints qu'elle allonge en haut de la barricade, et qui protègent le peuple des balles...

Elles sont tuées sur les barricades, fusillées dans le massacre qui suit. Certaines sont violées -- quelques historiens en parlent sur le moment... puis l'oublie. Omises comme actrices, elles sont encore omises comme victimes... La mention ci-dessus du fer rouge enc... une cantinière donne pourtant une idée de ce que les soldats étaient encouragés à faire.

Elles ont été peut-être un cinquième des victimes des massacres, moins parmi celles de la guerre entamée le 2 avril -- plusieurs milliers de « mortes de la Commune » selon les décomptes les plus récents.

Certaines sont traînées à Versailles sous les crachats (et pire) des honnêtes gens et

emprisonnées dans des conditions que plusieurs d'entre elles ont décrites, comme Émilie Noro, dont le témoignage, égaré, oublié, retrouvé, a été publié en 1913 et ré-oublié, ou Céleste Hardouin, une institutrice qui a publié le sien -- à compte d'auteure.

Simultanément, elles sont devenues « pétroleuses ». La légende de ces hordes -- imaginaires -- de mégères armées de pots à lait pleins de pétrole, se glissant dans les rues pour mettre le feu aux maisons, terrorise les bourgeois et inspire les dessinateurs... Pourtant, au « procès des pétroleuses », les huit mille furies dont on avait fait tant de bruit se réduisent à cinq ouvrières, Eulalie Papavoine, Lucie Bocquin, Élisabeth Rétoffe, Joséphine Marchais, Léontine Suétens, ambulancières et cantinières qui n'ont fait que soigner des blessés. N'empêche, les trois dernières sont condamnées à mort (mais pas exécutées).

Les Tuileries ont bel et bien brûlé, « nous ne voulons plus de roi, nous n'avons pas besoin de château », belle parole de Nathalie Le Mel qui, face à ses juges, assume ses actes et ses opinions. Louise Michel aussi, qui a fait le coup de fusil sur les fortifications ou dans les forts du sud, et accède à la notoriété grâce à son procès. Elle, Nathalie Le Mel et d'autres sont déportées en Nouvelle-Calédonie.

Beaucoup d'autres prennent le chemin de l'exil. Encore plus anonymes sont celles qui, après avoir aidé des fugitifs traqués à quitter Paris, les rejoignent à Londres, à Genève ou ailleurs, et souvent travaillent, comme blanchisseuses ou femmes de ménage, pour nourrir leurs hommes au chômage.

\*

Puis, elles ou leurs descendantes ont inventé le mot « féminisme », la revendication « à travail égal, salaire égal » et celle du droit de vote, des combats pour le (ou les?) siècle(s) suivant(s). Une des détenues de Versailles, Herminie Cadolle, a témoigné contre un geôlier-tortionnaire et a inventé, plus tard... le soutien-gorge. Avant de pouvoir le jeter aux orties, il fallait qu'il ait remplacé le corset !

Mais, en 1871 déjà, elles ne manquaient pas d'imagination... Voici une femme âgée qui, dans un club de Montmartre, répond à un jeune homme qui vient d'exposer les buts de la Commune :

Il nous dit que la Commune va faire quelque chose pour que le peuple ne meure pas de faim en travaillant. Eh bien ! vrai, ce n'est pas trop tôt ! Car voilà quarante ans que je suis laveuse et que je travaille toute la sainte semaine, sans avoir toujours de quoi me mettre sous la dent et payer mon terme. Et pourquoi donc que les uns se reposent du Jour de l'an à la Saint-Sylvestre, pendant que nous sommes à la tâche ? Est-ce juste ? Il me semble que si j'étais le gouvernement, je m'arrangerais de manière à ce que les travailleurs puissent se reposer à leur tour. Si le peuple avait des vacances comme les riches, il ne se plaindrait pas tant, citoyens.